

> Licenciement abusif : quelles sont les conséquences pour le salarié ? : Cumul des indemnités

Chapitre VI : Rupture de certains types de contrats

Section 2 : Contrat de mission à l'exportation.

L. 1236-7

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

La rupture à l'initiative de l'employeur du contrat de mission à l'exportation prévu à l'article **L. 1223-5** est soumise aux dispositions du chapitre II relatives au licenciement pour motif personnel.

Section 3 : Contrat de chantier ou d'opération

L. 1236-8

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 31

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

La rupture du contrat de chantier ou d'opération qui intervient à la fin du chantier ou une fois l'opération réalisée repose sur une cause réelle et sérieuse

Cette rupture est soumise aux dispositions des **articles L. 1232-2 à L. 1232-6**, du chapitre IV, de la section 1 du chapitre V et du chapitre VIII du présent titre.

service-public.fr

> Qu'est-ce que le contrat de chantier ou d'opération ? : Rupture du contrat de chantier ou d'opération

L. 1236-9

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 11

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Si la convention ou l'accord mentionné à l'article **L. 1223-8** le prévoit, le salarié licencié à l'issue d'un contrat de chantier ou d'opération peut bénéficier d'une priorité de réembauche en contrat à durée indéterminée dans le délai et selon les modalités fixés par la convention ou l'accord.

service-public.fr

> Qu'est-ce que le contrat de chantier ou d'opération ? : Rupture du contrat de chantier ou d'opération

Chapitre VII : Autres cas de rupture

Section 1 : Rupture à l'initiative du salarié

Sous-section 1 : Démission.

L. 1237-1

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

En cas de démission, l'existence et la durée du préavis sont fixées par la loi, ou par convention ou accord collectif de travail.